



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°51 – Décembre 2021

En bref – Avec la victoire de Gabriel Boric, le Chili marque un pas décisif vers un nouveau modèle socio-économique

Dimanche dernier, les Chiliens ont, de nouveau, confirmé leur désir de rupture avec leur modèle économique néolibéral, en désignant Gabriel Boric comme le nouveau président élu du Chili. Candidat socialiste-communiste de la coalition Apruebo Dignidad, il a remporté près de 55,9% des voix lors du second tour des élections présidentielles, distançant de presque 12 points José Antonio Kast, le candidat d'extrême-droite ayant obtenu 44,1% des voix. Il est également le président ayant obtenu le plus de voix, toutes élections présidentielles confondues. La participation a atteint un record, avec près de 8,4 millions de votants. Le taux de participation, de 55,7%, a été le plus élevé depuis que le vote est devenu volontaire en 2012 et bien supérieur aux 47,3% du premier tour. Ce pas marqué vers un nouveau modèle socio-économique n'a pas manqué de faire réagir les marchés financiers. Au lendemain de la victoire de Gabriel Boric, le principal indice de la Bourse de Santiago, l'IPSA, a chuté de 6,2%, tandis que le taux de change s'est déprécié de 3,4%, passant de 842 pesos chiliens pour un dollar américain à 871 pesos. Les inquiétudes sont légèrement retombées dans la semaine, à la fois pour l'IPSA, qui est remonté de 1,3% juste après sa chute post-électorale, et pour le taux de change, qui s'est établi autour de 859 pesos pour un dollar. Plusieurs facteurs y ont contribué, tels que les nombreux signaux républicains dans les jours qui ont suivi le second tour, comme l'entretien à La Moneda entre Gabriel Boric et le président actuel, Sebastián Piñera. De plus, le discours économique de Gabriel Boric s'était largement modéré pendant l'entre-deux-tours. Il n'a cessé de répéter que l'avancée des changements socio-économiques structurels se ferait en respectant deux objectifs. Le premier est le maintien des bons fondamentaux macroéconomiques du Chili et le second, la responsabilité budgétaire en suivant le budget voté pour 2022 par le gouvernement actuel qui vise à consolider les comptes publics et en s'engageant à stabiliser la dette publique en proportion du PIB d'ici quatre ans. Mais les bouleversements socio-économiques envisagés sont nombreux : hausse du salaire minimum, abaissement du temps de travail hebdomadaire, mesures de soutien à l'emploi formel, des jeunes et des femmes, mesures économiques destinées aux PME, investissements verts dans les logements et les infrastructures, nouveau système de retraite mixte public, modification du système de santé, décentralisation accrue, entre autres. Le nouveau président a largement insisté sur le caractère graduel de la mise en place de ces politiques, qui devraient notamment être financées par une réforme fiscale ambitieuse. Elles devront aussi être bâties en parallèle de l'élaboration de la nouvelle Constitution, qui devrait être soumise à référendum au 2nd semestre de 2022. La gradualité des mesures devrait ainsi continuer à rassurer les marchés, tout comme la composition du Parlement, où l'état des forces politiques rendra nécessaire les compromis pour faire avancer les réformes. En attendant, Gabriel Boric prépare son mandat de quatre ans, avant son entrée en fonction le 11 mars 2022. Toute l'attention est dès lors portée sur la composition de son futur gouvernement. Le nouveau président a annoncé vouloir former un gouvernement large – ne rassemblant pas seulement des personnalités de sa coalition – où priment les compétences techniques, surtout pour les ministères économiques.

LE CHIFFRE À RETENIR

55,9%

Pourcentale de votes remportés par Gabriel Boric

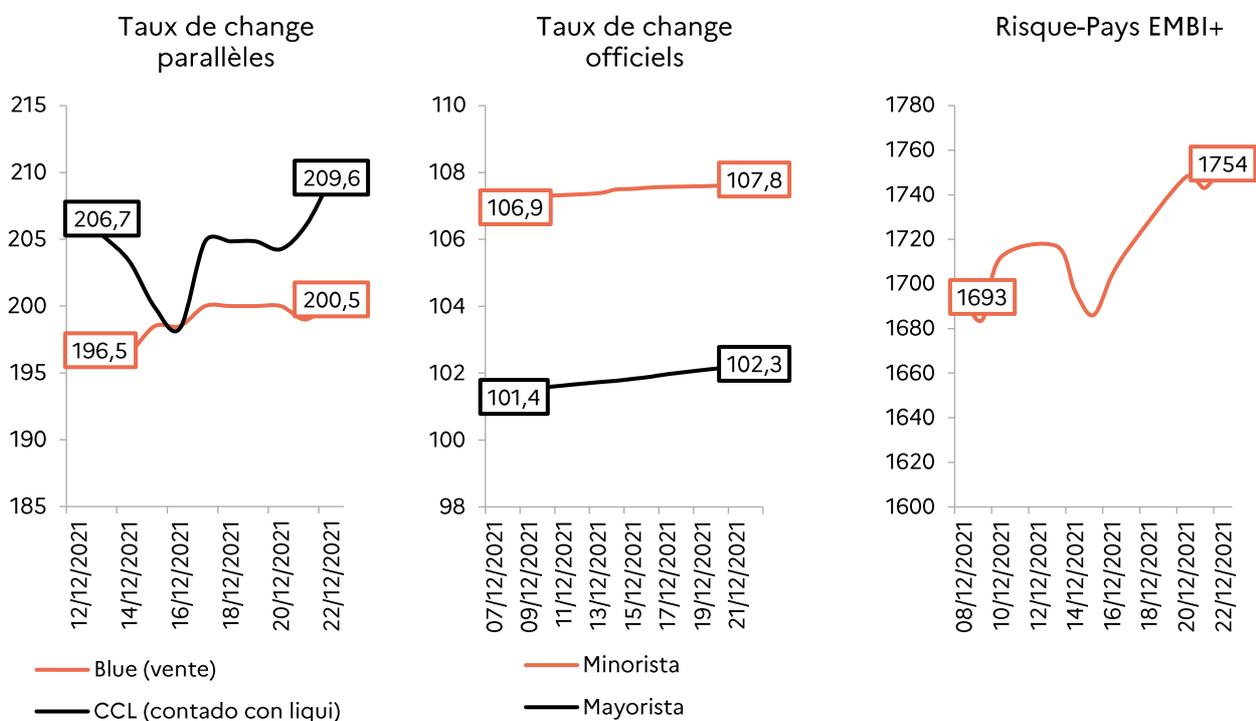
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose	Pourcentage de la population complètement vaccinée	Pourcentage de la population ayant reçu une 3 ^{ème} dose
Argentine	82,7%	69,9%	9,4%
Chili	89,5%	85,6%	52,7%
Paraguay	47,7%	39,8%	2,4%
Uruguay	79,3%	76,7%	42,9%
Amérique du Sud	75,4%	62,9%	10,8%
Brésil	77,5%	66,5%	11,3%
Colombie	73,9%	53,2%	5,3%
France	77,9%	72,5%	28,2%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine



ARGENTINE

Le FMI publie le rapport d'évaluation ex post de l'accord de confirmation de 2018, avec un accès exceptionnel

À l'issue de son conseil d'administration portant sur l'Argentine, le FMI a publié le 22 décembre le rapport d'évaluation ex post de l'accord de confirmation de 2018, arrêté en juillet 2020 et qui avait bénéficié d'un accès exceptionnel.

Selon le communiqué publié par le Fonds, les administrateurs ont regretté l'incapacité de ce programme à corriger les déséquilibres structurels de l'économie argentine (baisse des déficits jumeaux, désinflation, ainsi que protection des plus vulnérables) et, par conséquent, à restaurer la confiance des marchés. La stratégie du programme n'était, de plus, pas assez solide pour renforcer durablement les finances publiques, réduire la dollarisation de l'économie argentine, approfondir le secteur financier national et diversifier les exportations.

La presse est largement revenue sur les lacunes pointées dans ce rapport, telles que les erreurs dans la compréhension de la crise, ainsi que les insuffisances dans la conception du programme. Elle a aussi été très critique quant à la gestion de ce programme par l'administration Macri en soulignant, entre autres, une communication mal maîtrisée.

Via cette évaluation ex post de l'accord de confirmation, les administrateurs invitent les autorités argentes et les services du Fonds à concevoir un nouveau programme plus robuste, adapté aux défis structurels et aux réalités politiques et sociales de l'Argentine.

Le compte courant enregistre un excédent record au 3^{ème} trimestre

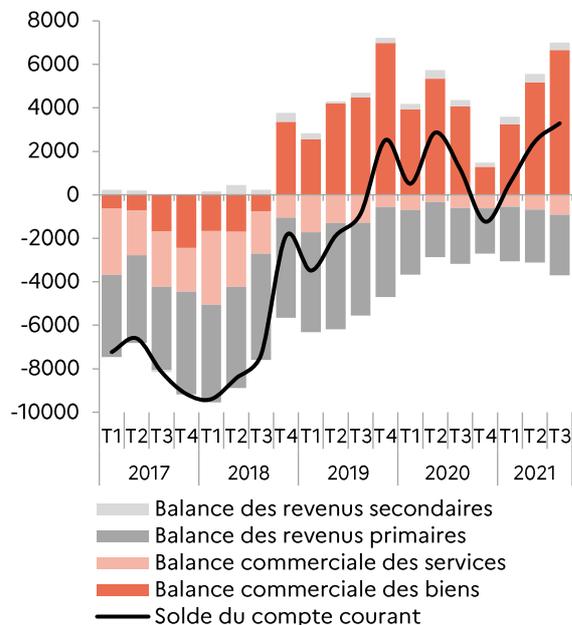
Au 3^{ème} trimestre de 2021, le compte courant de la balance des paiements enregistre un confortable excédent de 3,3 Mds USD, après 2,4 Mds USD au 2^{ème} trimestre et 541 MUSD au 1^{er} trimestre. Il s'agit du surplus le plus élevé depuis le 2^{ème} trimestre de 2009.

Sur les trois premiers trimestres de 2021, le solde du compte courant est excédentaire de 6,3 Mds USD, contre 4,5 Mds USD sur la même période en 2020.

Ce solde positif s'explique par l'excédent de la balance commerciale des biens et services (5,7 Mds USD), bénéficiant de la bonne tenue des cours agricoles, en particulier du soja, et du maintien d'entraves aux importations. Il s'explique aussi, dans une moindre mesure, par les soldes positifs de la balance des revenus secondaires (335 MUSD) et du compte de capital (51 MUSD). Ces surplus ont plus que compensé le déficit de la balance des revenus primaires (-2,7 Mds USD), surtout dû au rapatriement de capitaux liés aux investissements directs étrangers (IDE) en Argentine (-1,8 Md USD).

De son côté, le compte financier affiche des sorties nettes de capitaux (2,3 Mds USD), conséquences d'un accroissement des avoirs nets, d'une part dans la catégorie « autres investissements » (1,3 Md USD), liés aux acquisitions de devises et de dépôts par le secteur privé (2,7 Mds USD), et, d'autre part, dans les investissements de portefeuille (957 MUSD). À l'inverse, les IDE enregistrent des entrées nettes (309 MUSD).

Évolution du compte courant et de ses composantes (MUSD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

Du fait des effets de change, ainsi que des mouvements de la balance des paiements, les avoirs de réserve s'accroissent de près de 474 MUSD sur la période pour atteindre 42,9 Mds USD à la fin septembre.

Ainsi, au 3^{ème} trimestre de 2021, la position extérieure nette argentine reste créditrice à 122,5 Mds USD (26,9% du PIB prévisionnel), bien qu'en baisse de près de 3,7 Mds USD par rapport au trimestre précédent. Ce recul s'explique par des effets négatifs des prix (de -4,5 Mds USD) et du change (de -1,2 Mds USD) supérieurs aux gains qui sont liés aux volumes (de +2,0 Mds USD).

De plus, la dette extérieure brute s'élève à 268,4 Mds USD (59,0% du PIB prévisionnel). Parmi les engagements extérieurs, 92,5 Mds USD devront être remboursés à l'échéance d'un an. À cela s'ajoutent des arriérés de paiement de 20,5 Mds USD. De plus, 97% de ces engagements extérieurs sont libellés en

devises (65,7% en dollars américains et 4,6% en euros).

Enfin, les engagements extérieurs ont baissé de 1,8 Md USD par rapport au trimestre précédent. Ce repli s'explique d'abord par la diminution des engagements extérieurs de l'administration centrale (-3,7 Mds USD pour s'établir à 160,3 Mds USD), grâce notamment au remboursement effectué auprès du FMI en septembre (1,9 Md USD), mais aussi par la baisse du passif des sociétés non financières, des particuliers et des institutions sans but lucratif au service des ménages (-1,3 Md USD pour représenter 41,1 Mds USD). La réduction des prêts entre entreprises (-1,2 Md pour s'élever à 31,1 Mds USD) participe également à cette amélioration.

Cette tendance baissière a ainsi plus que compensé l'augmentation des engagements extérieurs de la Banque centrale (+4,3 Mds USD pour s'établir à 29,9 Mds USD), suite à l'allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux (DTS) par le FMI.

De nouvelles restrictions dans le secteur agroalimentaire

Lors de sa prise de fonction, le ministre de l'agriculture Julian Domínguez avait affirmé que les produits agricoles étaient des « biens culturels », dont les exportations devaient être gérées avec sagesse par les autorités. Cette position paternaliste s'est traduite par un renforcement des restrictions sur les exportations du blé et du maïs (résolution n°276 publiée le 17 décembre) afin, selon le ministre, de garantir l'approvisionnement du marché national.

À ce stade, les ventes à l'étranger pour la campagne 2021/2022 sont limitées à 25 millions de tonnes (Mt) pour le maïs et



12,5 Mt pour le blé. Compte tenu de l'importance du maïs (10,6% du total des exportations argentines au 1^{er} semestre de 2021 ; 2^{ème} poste d'exportation du pays) et du blé (5,1% ; 4^{ème} poste), les restrictions pourraient à la fois priver le pays de recettes en devises et renforcer les déséquilibres sur les marchés mondiaux avec le risque de renchérir les cours mondiaux de ces produits et d'avoir un effet retour sur les prix de vente de ces céréales sur le marché argentin.

Sans grande surprise, la mesure est vivement critiquée par les agriculteurs, qui dénoncent un contrôle croissant du gouvernement sur les ventes à l'étranger de produits agricoles et d'élevage (restrictions déjà en vigueur sur les livraisons de viande bovine). Pour les associations d'agriculteurs et d'éleveurs, ces mesures restrictives pèseront sur l'activité du secteur, en dépit du discours des autorités argentines qui affirment vouloir accroître de manière sensible les exportations agricoles.

CHILI

La forte hausse des prix des combustibles impacte les coûts du transport et provoque des tensions inflationnistes

Selon l'Institut national des statistiques (INE), l'indice des coûts de transport a augmenté de 1,1% en novembre en glissement mensuel. Si cette hausse est moins forte que le record du mois d'octobre (+3,5%), elle vient nourrir la hausse spectaculaire des coûts de transport depuis le début de l'année, de 17,6%.

La variation des coûts de transport sur le mois s'explique par l'augmentation des prix des combustibles, et en particulier des prix du diesel (+3,7%). Depuis le début de l'année, le

prix des carburants a ainsi augmenté de 51,7%. Les autres postes affichent des hausses notables, mais beaucoup moins élevées. C'est le cas des frais liés aux pièces de rechange et accessoires pour assurer le fonctionnement et l'entretien des véhicules (+9,3%), mais aussi des frais liés aux assurances (+8,8%) et au personnel (+7,3%). Cette hausse des coûts de transport contribue à nourrir les tensions inflationnistes (+6,7% en glissement annuel en novembre) dans un pays très dépendant du transport routier, qui permet d'assurer son approvisionnement.

Le tout premier bulletin trimestriel sur l'emploi des migrants évalue l'état du marché du travail des étrangers

Pour la première fois au Chili, des statistiques trimestrielles sur l'emploi des étrangers ont été publiées. Le rapport estime que 8% de la population est étrangère, représentant 11% de la main-d'œuvre. Il souligne également que les migrants sont les premiers à subir les tendances cycliques de l'emploi, c'est-à-dire les premiers à perdre leur emploi en cas de ralentissement de la croissance économique ou de récession, et les premiers à retrouver un emploi lorsque la croissance repart. Ce dernier est, cependant, souvent informel.

Les nouveaux chiffres du marché du travail des étrangers pour la période d'août à octobre confirment ces observations. Au cours de cette période, le taux de chômage des étrangers s'est élevé à 7,1% (contre 8,1% pour le marché du travail national). Si ce taux a baissé plus vite que le taux national, il avait aussi atteint un niveau beaucoup plus élevé il y a un an (13,4% pour le taux de chômage des étrangers contre 11,2% pour le taux national).

De plus, le taux d'activité des étrangers a augmenté au cours de l'année passée (79,5%

sur août-octobre contre 74,8% il y a un an), tout comme le taux d'emploi (73,1% contre 64,1%). Ces taux restent ainsi très largement supérieurs aux taux nationaux, s'établissant à, respectivement, 57,6% et 53,0%.

Mais l'embellie sur le marché du travail des étrangers est principalement due à la hausse des emplois informels. Si le nombre total des occupés étrangers a augmenté de 18,7% sur un an, celui des occupés étrangers informels a augmenté de 52,4%. Les augmentations du nombre d'occupés étrangers ont été les plus fortes dans les secteurs les plus soumis à l'informalité, tels que l'hébergement et la restauration (+43,9%), les emplois à domicile (+24,6%) et le commerce (+12,5%). De même, le nombre de travailleurs étrangers pour compte propre a sensiblement augmenté (+65,4%). Le taux d'occupation informelle des étrangers est reparti à la hausse, s'établissant à 28,9% (contre 22,5% il y a un an) et restant supérieur au taux national de 27,9%.

PARAGUAY

Le Paraguay assume la présidence pro tempore du Mercosur dans un climat de discordes sur la politique commerciale du bloc

Le Paraguay assumera durant le 1^{er} semestre de 2022 la présidence tournante du Marché commun du Sud (Mercosur). Lors de la réunion virtuelle du 17 décembre marquant le passage de relais entre le Brésil et le Paraguay, le président Mario Abdo Benítez a cité comme priorités le renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques et la révision du tarif extérieur commun.

En effet, l'absence d'harmonisation des politiques économiques entraîne de fortes

distorsions au sein du marché commun, dont la plus marquante est le contrôle des capitaux en Argentine. À ce sujet, la forte dépréciation du peso argentin sur le marché parallèle, conséquence de la dualité cambiale, est considérée par les partenaires de l'Argentine comme étant une concurrence déloyale vis-à-vis de leur production nationale. Pour le président Abdo Benítez, ce différentiel de prix encouragerait ainsi la contrebande de produits argentins sur le sol paraguayen.

L'autre ligne de fracture de l'union douanière porte sur l'harmonisation de la politique commerciale commune vis-à-vis des États tiers. Si le principe d'une baisse de 10% des droits de douanes extérieurs était en pratique consensuelle, l'exigence de l'Uruguay de conditionner son soutien à la modification de la clause empêchant les membres de négocier directement des accords commerciaux avec des pays tiers a entraîné de très profonds désaccords. Sans consensus, le communiqué commun soulignant l'engagement des pays membres à réviser les tarifs extérieurs n'a pas été signé par l'Uruguay.

Mais malgré l'essoufflement du processus d'intégration, le Mercosur, qui absorbe 64% des exportations paraguayennes et 35% de ses échanges, représente toujours le principal partenaire commercial du Paraguay selon le président Abdo Benítez.

URUGUAY

Le PIB uruguayen affiche une croissance soutenue au 3^{ème} trimestre

Après un 1^{er} trimestre morose (-0,6% sur trois mois, en désaisonnalisé), le PIB uruguayen a enregistré un léger rebond au 2nd trimestre (+1,2%). Il s'est confirmé au 3^{ème} trimestre avec

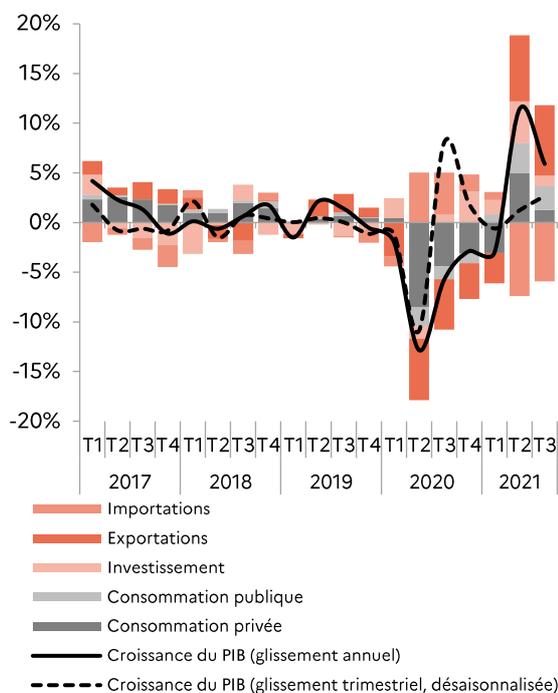
une croissance du PIB désaisonnalisée de 2,7% sur trois mois. Ces bons résultats ont surpassé les anticipations des agents. Ainsi, sur les trois premiers trimestres de l'année, la croissance du PIB est de 4,5% sur un an.

Les autorités uruguayennes et le marché anticipent désormais une croissance d'au moins 4% en 2021, contre 3,5% initialement prévu par le gouvernement et 3,4% par le FMI.

En glissement annuel, la croissance du PIB reste soutenue au 3^{ème} trimestre (+5,9%), bien qu'en décélération par rapport au trimestre précédent (+11,4%), lorsque l'effet de base était très favorable.

Du côté de la demande, la croissance reste portée par le dynamisme du commerce. Les exportations (30,2% du PIB au 3^{ème} trimestre) enregistrent une croissance soutenue (+28,5% sur un an) grâce à la bonne tenue des exportations agricoles qui bénéficient des cours mondiaux élevés des produits agricoles. Les importations (25,8% du PIB) sont aussi en forte progression (+27,6% sur un an), portées par les achats de biens de consommation et de capital. Celles-ci comprennent surtout des machines et équipements et des produits métalliques pour répondre à la demande des projets d'investissement en cours, comme la construction de la 3^{ème} usine de pâte à papier de l'entreprise finlandaise UPM et le chantier du « *Ferrocarril Central* ». La formation brute de capital fixe (14,8% du PIB), notamment liée à ces projets, a aussi augmenté de 7,1% sur un an. La consommation publique (17,7% du PIB) affiche une croissance substantielle (+14,6% sur un an), tandis que la consommation privée (63,1% du PIB) enregistre une croissance plus modérée (+2,0% sur un an). La hausse de la demande permet de relancer le commerce et les services affectés par la pandémie.

Croissance du PIB et contribution de ses composantes



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Du côté de l'offre, la croissance est marquée dans les services, et en particulier dans le commerce, l'hébergement et la restauration (+15,1% sur un an) et les services financiers (+8,6%). L'industrie manufacturière est aussi dynamique (+5,2%), tout comme l'activité minière et l'agriculture (+5,0%), portée par le secteur bovin. En revanche, la construction affiche une croissance plus modeste (+3,1%), au même titre que l'électricité, le gaz et l'eau (+1,9%), même si les ventes d'électricité au Brésil sont exceptionnellement élevées.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago.

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)